

LE SECTEUR DE L'ÉDITION veut une concurrence "loyale"

► Le Conseil central de l'économie s'est penché sur l'état de santé du secteur

► Il y a quelques jours, à travers l'une de ses études, le Conseil central de l'économie (CCE) s'est penché sur l'état de santé du secteur belge de l'imprimerie et de l'édition et sur les conditions nécessaires pour lui assurer "un avenir durable". Cet écosystème économique est, il est vrai, confronté aujourd'hui à un bouleversement technologique majeur avec la mise en place de nouveaux modèles économiques mieux adaptés à la révolution numérique des médias, mais aussi à l'arrivée de nouveaux concurrents, sous la forme des plateformes internationales qui ont pour nom Amazon ou Facebook.

—L'EMPLOI SOUS PRESSION— Dans ce contexte ultra-concurrentiel et de disruption numérique, l'emploi du secteur est sous pression. Et risque bien de le rester dans les années à venir. Comme le rappelle le CCE, entre le premier trimestre de 2013 et le premier trimestre de 2017, le nombre de travailleurs occupés dans le secteur papetier, graphi-

que et de l'édition a reculé de 35.186 à 31.061, soit un recul de 12%. "En pourcentage, les imprimeries de journaux ont perdu le plus d'emplois (50%). Le nombre de travailleurs a été réduit de moitié dans ce segment pour s'établir à 620", souligne dans son rapport le CCE, qui ajoute que "le fait de prendre ou non des décisions politiques aura un impact significatif sur l'avenir du secteur".

Alors que faire ? Quelles mesures devraient être prises pour pérenniser le secteur et préserver sa ca-

pacité d'innovation ? Le CCE a tenté de répondre à cette question en donnant la parole aux partenaires sociaux du secteur, syndicats et patrons. Il en ressort quelques lignes de force. Le secteur demande que les aides publiques soient maintenues pour que les éditeurs puissent continuer à distribuer à un prix acceptable leurs journaux, afin de ne pas couper l'accès à l'information d'une partie de leur lectorat. Les éditeurs déplorent

aussi que la législation TVA dans notre pays entrave "la mise

en œuvre d'initiatives innovantes". Ils demandent un alignement du taux de TVA en vigueur sur les supports numériques sur le taux de TVA applicable aux supports papier.

—"LEVEL PLAYING FIELD"—

Autre demande des éditeurs au monde politique, la mise en place d'un "level playing field", entendez un cadre permettant une concurrence saine et loyale avec des chaînes publiques comme la RTBF et la VRT qui bénéficient de dotations publiques pour développer leurs sites Internet. Un "level playing field" qui s'impose aussi dans les relations aujourd'hui déséquilibrées entre les éditeurs, au pouvoir de négociation limité, et les grandes plateformes internationales comme Facebook ou Amazon. Dans ce contexte, les éditeurs demandent évidemment une meilleure protection des droits de propriété intellectuelle, à l'instar de ce qui se fait par exemple pour les films, la télévision ou la musique. "Il en va de la viabilité des médias et, par extension, de tous les secteurs créatifs", prévient le Conseil central de l'économie.

V. SI.